



Voilà à quoi se résume, en ce mois d'octobre 2010, l'atmosphère politique dans la Grande île de l'océan Indien. Et vous comprendrez pourquoi ce pays n'avancera jamais au même rythme que d'autres qui, pourtant, sont moins lotis en matière de richesses naturelles et de ressources humaines, dons de Dieu.

Etant donné qu'il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut voir et pire sourd que celui qui ne veut entendre (sauf le son de sa propre voix intérieur), si l'Afrique Noire était déjà mal partie (René Dumont dans les années 1960), Madagascar recule lentement comme inexorablement.

Les étapes de cette régression infernale : pays souverain reconnu par les grandes puissances des XVIII^e et XIX^e siècle ; pays colonisé entre 1896 et 1960 ; pays sous-développé entre 1960 et 1970 ; pays en voie de développement de 1972 à la moitié des années 1980 ; pays moins avancé entre les années 1980 et 1990 ; enfin pays parmi les plus pauvres du monde, des années 1990 à nos jours (octobre 2010). En ce troisième millénaire, la Grande île de l'océan Indien finira bien par être enfin numéro Un dans un domaine : devenir le premier pays du monde en voie de sous-développement très avancé.

1972, 1991, 2002, 2009. Ces années ont été marquées par des changements anticonstitutionnels qui auraient pu apporter leur lot de toutes les libertés. Mais par trois fois, ce fut le désenchantement total. Cependant, en cette année 2010, la démocratie est tellement effective, qu'elle est vécue dans son aspect le plus corrompu possible. L'heure est au droit de gueuler et au devoir de désinformer. Et croyez-moi bien : ceux qui ont le « privilège » de parler dans un micro -ou d'écrire sur tous les supports médiatiques possibles- ne sont pas, eux, pauvres matériellement. Ce sont les fameux intellectuels malgaches qui parlent pour défendre, non pas le peuple dont ils font leur alibi premier (ils en ont toutes une panoplie selon ce que vous direz), mais des ex-présidents et leur système politique qui ont tous amené à la régression socio-économique du pays. Dénominateur commun : tous les trois ont tous été jetés de leur fauteuil comme des malpropres par un peuple en colère, sur trois générations.

Ces fossoyeurs de leur propre patrie parlent de liberté d'expression et de droits de l'homme. Mais ils omettent délibérément que les droits ne vont jamais sans les devoirs. Au moindre rappel à l'ordre, dans le simple respect de la loi, voilà qu'ils hurlent qu'il n'y a pas assez de démocratie à Madagascar où tout est importé, depuis les pâtes alimentaires jusqu'aux idées et le vocabulaire. Vive le nouveau MAP (Maputo, Addis-Abeba, Pretoria) ! Vive les grèves pour tenter de grappiller quelques ariary sur le dos de la population. Indemnités de juger ? Et puis quoi encore ? Et ces « pauvres » magistrats oublient que l'argent de l'Etat provient du peuple.

En un demi-siècle, les tristes sires qui leur soufflent leur trahison envers leur nation, moyennant donc les 30 deniers de Judas, ont fait d'un peuple indigène, un peuple d'indigents. Comment, peut-on, Seigneur, comme les GTT de Vony Rambolamanana, comparer la situation à Madagascar à la catastrophe naturelle qui s'est passé en Haïti ? Et c'est bien là leur notion de la démocratie : le droit de gueuler, le devoir de désinformer. Mais pour aller où ? L'Ecclésiaste l'a écrit noir sur blanc voici plus de 2.000 ans : tout n'est que poursuite du vent ! Après avoir vécu comme des cons, vous serez morts comme des cons. Je ne m'excuse pas pour mes termes, c'est aussi ça la liberté d'expression. Et ce n'est pas plus mortel que cette diabolique capacité de nuisance de tous ces pseudo intellectuels malgaches qui ne voient que leur intérêt personnel. Leur « journalisme » se résume à des « news » mensongers et éphémères qu'ils peuvent effacer après avoir semer le bordel. Ils oublient encore que la vérité ne meurt jamais. Celle-là, c'est l'exception car elle est immortelle et surgit là où on s'y attend le moins.

Par ailleurs, la communauté « internationale » (c'est quoi exactement ? Les anciens pays colonisateurs et ses satellites ?) et surtout les médias tous aussi « internationaux » sont complices de cet état de paupérisation. Une non assistance à pays économiquement en danger par la faute de Malgaches ennemis de Malgaches comme eux, et qui se réfèrent toujours à des normes et standards qui n'ont rien à voir avec l'identité culturelle de Madagascar. Lequel de ces trois nouveaux « partenaires » (Didier Ratsiraka, Zafy Albert et Marc Ravalomanana) ont-ils un jour pensé à exiger de la France, le pardon pour les crimes qu'elle a commis durant leur colonisation ? Aucun ! Un peu comme Raymond Ranjeva qui feint d'ignorer les îles éparses appartenant à Madagascar, pour jouer le messie des pauvres (un titre de circonstance, tiens !). Le Pape Jean Paul II, lui, a demandé pardon pour toutes les exactions commises par l'église catholique romaine. Vous connaissez l'inquisition ?

Que doit faire alors le pouvoir de transition ? Appliquer ma définition de la démocratie qui est : la dictature du grand nombre. Sans plus aucun atermolement car le temps joue contre le peuple malgache lui-même, face aux dérives extrémistes et jusqu'au-boutistes. Possibles grâce à un financement de Ravalomanana. Le pouvoir de transition a le devoir de faire respecter fermement les lois en vigueur, sans état d'âme. Sinon, le juge d'exception Raymond Ranjeva

aura eu raison lorsqu'il a déclaré qu'il n'y a pas d'Etat à Madagascar. J'ajouterai qu'il n'y aura donc que des états... d'âme.

Mais lorsque le « Oui » l'emportera avec 75% des voix exprimées, le 17 novembre 2010, qu'est-ce que tout ce ramassis d'égoïstes et d'égocentriques iront encore déblatérer ? Et c'est bien pour cela qui leur fait peur. D'où toutes ses manœuvres à la poursuite du vent, reposant sur des mensonges inimaginables. La vérité est que le seul pouvoir qui leur reste est celui de l'argent. Matez un peu ce Monja Roindefo roulant dans une Hummer que même la General Motors a cessé de construire car trop carburantivore... Et il ne s'agit même pas de leur argent « direct » mais celui de Ravalomanana, du bois de rose et bientôt, peut-être (qui peut être une affirmation chez les Malgaches) celui de Tantely Andrianarivo, le faux malade, car il aurait été à l'article de la mort en 2002. Ce qui a valu son « évacuation sanitaire » grâce aussi à sa nationalité française. Or, à son retour, il se portait comme un charme. En tout cas, quoi qu'en dise la Sadc, les rapports de forces (politiques) ne sont plus les mêmes qu'avant 2009. Cette sous-entité africaine qui ne sait pas s'occuper de ses propres problèmes se base sur des « rapports » que déclarent des politicards minoritaires mais vénaux qui espèrent encore que les Malgaches de 2010 sont restés des ignares (un mot qu'adore le juge Raymond Ranjeva).



Pendant que des Malgaches gueulent et désinforment, les ressources naturelles de ses îles appartenant à l'Etat malgache sont pillées sans que personne ne dise rien

En passant, qu'a donc fait cet éminent juriste de mes deux dictateurs à propos des îles éparses qui se trouvent dans les eaux territoriales malgaches ? Rien du tout durant tout ce temps passé à la Cour Internationale de Justice de La Haye. A présent, le brillant Raymond Ranjeva entend mettre en place un tribunal de la haine à Madagascar dont il sera le Président. Actuellement, ce ne sont pas seulement les propos qui sont incendiaires. Lisez la presse "internationale" pour voir comment on peut monter en épingle tout feu de brousse dû à la canicule. Mais, selon les

pompiers, 80% de ces feux sont d'origine criminelle. Comme aux environs du Palais d'Iavoloha et dans la région de Miarinarivo, le week-end dernier (16-17 octobre 2010).

Enfin, ces individus menteurs comme des arracheurs de dents oublient aussi que les nouvelles technologies de l'information n'ont plus aucune barrière terrestre et que les résultats peuvent être donnés en temps réel par satellite ou câble marin. Beurk ! Ils sont tous à vomir. Et, encore une fois, l'Ecclésiaste a raison : « Il ne faut pas s'étonner de voir le pauvre opprimé ni de voir le droit et la justice bafoués dans le pays. En effet, un personnage haut placé est couvert par un plus grand que lui et tous deux sont protégés par des gens plus hauts placés encore » (Ecclésiaste 5 : 7). Le plus étonnant est que moi-même je m'étonne encore de l'incommensurable bêtise humaine. Aussi, plutôt que de tirer des plans sur la comète, d'être esclave des richesses (mal acquises) d'un autre, je préfère demeurer réaliste. Et ce qui doit arriver arrivera car c'est écrit et cela a été maintes fois prouvé au fil des siècles :

« Lorsque le sage parle, les gens l'approuvent, alors que l'insensé est déconsidéré à cause de ses paroles. Il commence par dire des sottises et termine par de dangereuses insanités. Il ne peut plus d'arrêter de parler ». Jusqu'à ce que plus personne ne les écoute.

Mais pour résumer tout le livre de l'Ecclésiaste, qui dicte le terme de ce passage sur terre, voici la vérité sur le genre humain : « La mort est la fin de tout homme et il est bon que chacun s'en souvienne » (7 : 2). Que faire, que laisser alors en héritage à ceux qui vont nous succéder ? Vous avez le choix entre la haine et l'amour (en héritage, comme le chante Nana Mouskouri). Pour le moment, à Madagascar il existe encore une poignée d'immortels imbéciles. Car pour qui, pour quoi se débattent-ils ainsi si ce n'est que pour eux même ? Enfin, la question n'est pas de savoir si, de vous ou de moi, lequel a tort. Je vous le (re)jette à la face : nommez-moi un être humain qui saura quand et comment il mourra. Se prendre pour Dieu c'est déjà être un zombi un mort-vivant. Demandez au franco-malgache « Tonton » Ambroise Ravonison qui vivote en France, victime de ses propres turpitudes. Eh ! Il paraît que la fin du monde c'est pour 2012. Ils ont donc tous raison de déconner grave...

Der des der : A Madagascar donc, la liberté de dire et faire n'importe quoi se poursuit là où s'arrête la volonté du pouvoir à agir comme dans un état de droit. Pour mille raisons dont certaines inacceptables comme celle de faire "plaisir" à quelques-uns...

Jeannot Ramambazafy – 18 octobre 2010

Ce n'est pas fini : voici un document pour les lecteurs sérieux de www.madagate.com

On ne sait jamais, ce sera toujours utile après la fin du monde.

Rappels sans appel de la notion même de la démocratie. Il s'agit d'un véritable cours de philosophie politique que j'ai eu l'occasion d'étudier, il y a bien longtemps.

Etymologiquement le mot démocratie vient du grec *dêmos*, peuple, et *kratos*, pouvoir, autorité.

Ainsi, la démocratie est le régime politique dans lequel le pouvoir est détenu ou contrôlé par le peuple (principe de souveraineté), sans qu'il y ait de distinctions dues la naissance, la richesse, la compétence... (Principe d'égalité). En règle générale, les démocraties sont indirectes ou représentatives, le pouvoir s'exerçant par l'intermédiaire de représentants désignés lors d'élections au suffrage universel.

Les autres principes et fondements de la démocratie sont :

- la liberté des individus ;
- **la règle de la majorité ;**
- l'existence d'une « constitution » et d'une juridiction associée (le Conseil constitutionnel en France, la Haute cour constitutionnelle à Madagascar) ;
- la séparation des pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire) ;
- la consultation régulière du peuple (élection et/ou référendum) ;
- la pluralité des partis politiques ;
- l'indépendance de la justice.

La démocratie s'oppose aux autres régimes politiques que sont :

- la monarchie absolue (pouvoir aux mains d'un seul homme) ;
- l'aristocratie (pouvoir aux mains des meilleurs) ;
- **l'oligarchie (pouvoir aux mains d'un petit nombre de personnes ou de familles)** ;
- **la théocratie (pouvoir aux mains d'une caste sacerdotale) ;**
- l'empire, la dictature et autres régimes totalitaires.

Enfin, on parle de démocratie **économique ou sociale** lorsque les droits sociaux, au logement, au travail, à l'éducation, etc. sont garantis.

Lorsqu'on écoute attentivement les intellectuels malgaches, le constat est plus que flagrant : aucun n'est démocrate, stricto sensu, mais tous font partie soit d'une oligarchie, soit d'une théocratie. Pas la peine de vous faire un dessin. On dit souvent que celui qui détient le pouvoir. A Madagascar, c'est tout à fait le contraire. Celui qui détient la désinformation, détient la liberté de dire et d'écrire n'importe quoi. Pour aller où ? Mais ils sont plus théoriciens que praticiens, laissant la sale besogne aux « petites mains ». Et l'on met la démocratie à toutes les sauces. La réalité est que, depuis des décennies, la Grande île n'a jamais vécu cette situation où tout le monde, je dis bien tout le monde, a le droit à la parole. Sans restriction. Comme tout prisonnier libéré de ses chaînes et qui n'en fait qu'à sa tête. Laissez donc un enfant en bas âge faire ce qu'il veut. Vous m'en direz des nouvelles sur ce qu'il lui arrivera. Quoi ? Ce n'est plus du journalisme ? Et alors, vous voulez que j'écrive sur quels standards européens, après 30 ans au service de la lutte contre toute forme d'injustice humaine dans mon propre pays ?

Jeannot Ramambazafy